

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 mars 2021

PROPOSITION DE LOI SPÉCIALE

**réduisant de moitié les dotations et
subventions accordées aux partis politiques**

(déposée par M. Raoul Hedebouw et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 maart 2021

VOORSTEL VAN BIJZONDERE WET

**houdende de halvering van de dotaties en
subsidies aan de politieke partijen**

(ingediend door de heer Raoul Hedebouw c.s.)

RÉSUMÉ

Ces dernières décennies, le financement des partis politiques a grimpé en flèche. Le montant annuel cumulé des différentes dotations et subventions accordées aux partis politiques aux niveaux fédéral, régional, communautaire et provincial s'élève au total à 73 millions d'euros. Dans l'attente d'une réforme plus large du financement des partis politiques, cette proposition de loi vise à réduire de moitié, à tous les niveaux de pouvoir, les dotations et les autres sortes de subventions accordées aux partis politiques.

SAMENVATTING

De financiering van politieke partijen is de laatste decennia explosief gestegen. Alles samen bedragen de verschillende dotaties en fractietoelagen op de federale, gewestelijke, gemeenschaps- en provinciale niveaus 73 miljoen euro per jaar. In afwachting van een ruimere hervorming van de financiering van de politieke partijen, halveert dit wetsvoorstel de partijdotaties en andere soorten subsidies aan politieke partijen op alle beleidsniveaus.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En Belgique, le financement public des partis politiques est un mécanisme relativement récent. Ce n'est que depuis l'entrée en vigueur de la loi relative au financement des partis politiques de 1989 qu'un système de financement des partis politiques a été élaboré, même si les subventions accordées aux groupes politiques existent depuis longtemps. Depuis lors, le financement des partis politiques a grimpé en flèche, son montant ayant été quintuplé en trente ans. Les partis politiques belges reçoivent des moyens financiers d'un montant plus de quatre fois plus élevé qu'aux Pays-Bas. Au fil des ans, les partis traditionnels n'ont fait qu'ouvrir toujours plus grandes les vannes financières. Bien que seule une dotation fédérale était prévue initialement, les entités fédérées l'ont, chacune à leur tour, complétée avec leurs propres dotations. Même lors de la réduction du rôle du Sénat dans le cadre de la sixième réforme de l'État, les politiques ont encore ouvert un peu plus les vannes financières.

Aujourd'hui, le professeur Bart Maddens évoque un "financement en libre-service" qui avachit les partis, ceux-ci n'étant plus du tout encouragés à trouver des moyens propres en mobilisant l'engagement politique de leurs sympathisants au travers de cotisations et de dons. Bien que les critiques sur cette politique de libre-service soient de plus en plus fortes ces dernières années, rien ne change. Les initiatives parlementaires visant à réformer le financement des partis sont pratiquement inexistantes. Les amendements tendant à réduire les dotations des partis et les subventions des groupes, comme ceux présentés par le PTB, sont systématiquement rejetés dans le cadre des débats budgétaires. Or, il est urgent de réformer ce financement en profondeur.

Les montants sont excessifs

Une première raison de procéder à des réformes est que le financement des partis est tout simplement excessif. Selon les calculs de MM. Jef Smulders, Bart Maddens et Wouter Wolfs, les partis reçoivent aujourd'hui pas moins de 73 millions d'euros par an.¹ Bien qu'il soit difficile de comparer les pays entre eux en raison de grandes différences en matière légale et politique, il est incontestable que la Belgique se situe en tête en ce qui

¹ B. Maddens, J. Smulders en W. Wolfs, *De prijs van de politiek*, Lannoo 2019, p43-69.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In België is de overheidsfinanciering van politieke partijen een relatief recent gegeven. Het is pas sinds de wet op de partijfinanciering van 1989 dat een systeem van partijdotaties werd ontwikkeld, al bestaan de toelagen aan de politieke fracties al langer. Sindsdien nam de partijfinanciering een zeer hoge vlucht. Op dertig jaren tijd vervijfvoudigde de financiering van de politieke partijen. Partijen krijgen in België meer dan vier maal meer financiële middelen dan in Nederland. De traditionele partijen hebben doorheen de jaren de kraan almaar verder opengedraaid. Hoewel oorspronkelijk enkel een federale dotatie werd voorzien, voegden de deelstaten daar elk op hun beurt nog eigen dotaties aan toe. Zelfs bij de inperking van de rol van de Senaat bij de zesde staatshervorming draaide men de kraan enkel verder open.

Vandaar spreekt professor Bart Maddens over een "financiële zelfbediening" die partijen lui maakt. Zij hebben immers geen enkele stimulans meer om op zoek te gaan naar eigen inkomsten uit het politiek engagement van hun sympathisanten: lidgelden en giften. Hoewel de laatste jaren kritische geluiden over deze zelfbedieningspolitiek steeds harder klinken, blijft alles bij het oude. Parlementaire initiatieven om de partijfinanciering te hervormen zijn quasi onbestaande. Amendementen, zoals die van de PVDA, tot vermindering van de dotaties en fractietoelagen worden bij begrotingsdebatten steevast weggestemd. Nochtans dringt een grondige hervorming zich op.

De bedragen zijn veel te hoog

Een eerste reden tot hervorming is dat de partijfinanciering gewoon veel te hoog is. Volgens berekeningen van Jef Smulders, Bart Maddens en Wouter Wolfs krijgen de partijen vandaag jaarlijks samen maar liefst 73 miljoen euro.¹ Hoewel vergelijken tussen verschillende landen moeilijk is wegens de grote verschillen in de wetgeving en het politiek systeem, staat het buiten kijf dat België tot de koplopers behoort. Het Belgische systeem behoort

¹ B. Maddens, J. Smulders en W. Wolfs, *De prijs van de politiek*, Lannoo 2019, p43-69.

concerne ces dépenses. Le système belge est l'un des plus généreux au monde selon une comparaison avec des pays dotés d'un système politique parlementaire similaire au nôtre.²

Les partis reçoivent plus d'argent qu'ils ne peuvent en dépenser. En 2017, le patrimoine total des partis avait atteint 161 millions d'euros, ce montant étant alors deux fois plus élevé qu'en 1999. À cette époque, les partis possédaient ensemble 74,9 millions d'euros. La N-VA occupe la première place avec un patrimoine de 44,2 millions d'euros en 2017. Il n'est dès lors pas surprenant que ce parti investisse dans l'immobilier. Or, telle ne peut évidemment pas être la finalité du financement des partis politiques.³

Le financement des partis est injuste

Le système de financement des partis privilégie en outre systématiquement les plus grands partis. Premièrement, le financement fédéral des partis est limité aux partis déjà représentés à la Chambre des représentants. En outre, dès lors qu'un seuil électoral de 5 % y est en vigueur, ce seuil s'applique *de facto* également au financement des partis, ce qui signifie que les nouveaux partis ou les plus petits partis sont privés de subventions publiques. Dans les parlements des entités fédérées, des règlements similaires avantagent les grands partis. Il n'est même pas suffisant d'obtenir un siège dans ces assemblées pour y recevoir une dotation. En effet, seuls les partis dont le groupe compte suffisamment de représentants obtiennent une dotation.

Deuxièmement, un mécanisme similaire s'applique aux subventions octroyées aux groupes en plus des dotations. Ces subventions sont réservées aux groupes reconnus d'au moins cinq députés. Les parlements des entités fédérées versent également des subventions aux groupes et appliquent une limitation similaire. Les subventions octroyées aux groupes représentent aujourd'hui près de 30 % du financement total des partis. Jusqu'à la réforme de 1995, ces subventions servaient notamment à rémunérer les collaborateurs parlementaires des groupes politiques. Depuis lors, le personnel est payé par la Chambre, mais les subventions aux groupes ont néanmoins été maintenues. Elles sont versées aux groupes parlementaires, puis tout bonnement transférées dans les caisses des partis en général.

Enfin, le montant de la dotation, tant au niveau fédéral que dans les entités fédérées, est déterminé avant tout par la partie variable en fonction du nombre de voix

² K. Weekers en B. Maddens, *Het geld van de partijen*, Acco, Louvain, 2009, p. 125 et suiv.

³ B. Maddens, J. Smulders en W. Wolfs, *De prijs van de politiek*, Lannoo 2019, p. 115-122.

tot de gulste ter wereld in een vergelijking van landen met een gelijkaardig, parlementair politiek systeem.²

Partijen krijgen meer geld dan ze kunnen uitgeven. In 2017 was het totale vermogen van de partijen opgelopen tot 161 miljoen euro, meer dan dubbel zoveel dan in 1999, toen de partijen samen 74,9 miljoen euro bezaten. De N-VA spant de kroon met een vermogen van 44,2 miljoen euro in 2017. Het is dan ook niet verwonderlijk dat die partij belegt in vastgoed. Maar dat kan natuurlijk niet de bedoeling zijn van partijfinanciering.³

De partijfinanciering is onrechtvaardig

Het systeem van partijfinanciering bevoordeelt ook systematisch de grootste partijen. Ten eerste is er de beperking van de federale partijfinanciering tot de partijen die al vertegenwoordigd zijn in de Kamer van volksvertegenwoordigers. Aangezien daar een kiesdrempel geldt van 5 % is dat ook *de facto* drempel voor de financiering. Dat betekent dat beginnende of kleinere partijen uitgesloten zijn van overheids subsidies. In de deelstaatparlementen bestaan gelijkaardige reglementen die in het voordeel spelen van de grote partijen. Daar volstaat het zelfs niet om een zetel te behalen in het parlement om een dotatie te krijgen. Enkel de partijen wiens fracties voldoende vertegenwoordigers telt, krijgen er een dotatie.

Ten tweede speelt een gelijkaardig mechanisme voor de fractietoelagen die bovenop de dotaties worden toegekend. Die toelagen zijn er enkel voor erkende fracties die bestaan uit minstens vijf volksvertegenwoordigers. Ook de deelstaatparlementen keren zulke fractietoelagen uit en kennen een gelijkaardige beperking. De fractietoelagen zijn vandaag goed voor zo'n 30 % van de totale partijfinanciering. Tot de hervorming in 1995 werden met die fractielagen onder meer de parlementaire medewerkers van de politieke fracties betaald. Sindsdien wordt personeel door de Kamer zelf betaald, maar de fractietoelagen bleven gewoon bestaan. Het geld wordt uitgekeerd aan de parlementaire fracties en belandt vervolgens doorgaans gewoon in de partijkas.

Tot slot is de hoogte van de dotatie, zowel federaal als in de deelstaten, vooral bepaald door het variabel gedeelte in functie van het aantal behaalde stemmen.

² K. Weekers en B. Maddens, *Het geld van de partijen*, Acco, Leuven, 2009, p. 125 ev.

³ B. Maddens, J. Smulders en W. Wolfs, *De prijs van de politiek*, Lannoo 2019, p. 115-122.

obtenues. La partie forfaitaire, qui est la même pour chaque parti, ne représente que 8 % de la dotation totale allouée au niveau fédéral; le reste est variable en fonction du nombre de voix. Afin d'avoir une répartition plus équitable, la part de la somme forfaitaire devrait augmenter. Dans certains pays, les partis d'opposition se voient également allouer relativement plus de ressources que les partis gouvernementaux pour leur permettre de contrôler le travail du gouvernement et en compensation des cabinets ministériels qui travaillent pour le gouvernement et les partis de la majorité.

Le financement des partis est antidémocratique

Les partis politiques ont un rôle à jouer dans la démocratie parlementaire. Il est en principe positif que l'État contribue à faire en sorte qu'ils puissent jouer ce rôle. Le soutien financier en est un élément et pourrait donc être un instrument pour renforcer la démocratie. Les partis peuvent utiliser ces moyens pour les activités de leurs membres, la formation politique, leurs services d'études, l'information et la communication, le maintien des contacts avec les partis frères à l'étranger, l'organisation de congrès, etc. Ce sont toutes des choses qui contribuent au débat démocratique.

Des universitaires soulignent toutefois que le financement actuel des partis exerce l'effet inverse. Au lieu de stimuler le débat démocratique, l'abondance des moyens alloués aux partis les a rendus paresseux.⁴ En dehors des périodes électorales, ils n'ont aucune raison de se soucier de leurs membres ou de leurs partisans. Pour la plupart des partis, les cotisations et les dons ne représentent donc qu'une fraction marginale de leurs revenus. Les partis menacent de devenir ainsi des structures hydrocéphales, avec une organisation centrale forte du parti mais sans racines dans la société, concluent deux chercheurs de Louvain.⁵ Le financement des partis devrait précisément servir à stimuler la participation au débat politique.

Le financement des partis n'est pas transparent

Quelle est l'ampleur exacte des moyens publics qui sont alloués aux partis? Cette question devrait être simple, mais elle ne l'est pas. Même les experts universitaires spécialisés ne peuvent établir que très difficilement la véritable ampleur de ces montants. En effet, le financement des partis ne se compose pas uniquement de la dotation de la Chambre, réglée par la loi du 4 juillet 1989, qui comprend une partie forfaitaire et une partie variable. La dernière réforme de l'État a ajouté à la loi du 4 juillet

⁴ B. Maddens en J. Noppe, 'Financiële zelfbediening maakt partijen lui', *De Morgen*, 11 septembre 2004.

⁵ K. Weekers en B. Maddens, *Het geld van de partijen*, Acco, Louvain, 2009, p. 40.

Het forfaitair gedeelte dat voor iedere partij gelijk is, bedraagt slechts 8 % van de totale dotatie die federaal wordt toegekend; de rest is variabel in functie van het aantal stemmen. Voor een eerlijkere verdeling moet het aandeel van het forfaitair gedeelte belangrijker worden. In enkele landen worden aan partijen in de oppositie ook relatief meer middelen toegekend dan aan de regeringspartijen voor controle op het regeringswerk en ter compensatie van de kabinetten die werken voor de regering en de meerderheidspartijen.

De partijfinanciering is ondemocratisch

Politieke partijen hebben een rol te spelen in de parlementaire democratie. Het is in principe positief dat de staat er mee voor zorgt dat ze die rol kunnen spelen. Financiële steun maakt daar deel van uit en zou dus een instrument kunnen zijn om de democratie te versterken. Partijen kunnen die middelen aanwenden voor ledenactiviteiten, politieke vorming, studiedienst, informatie en communicatie, onderhoud van contacten met buitenlandse zusterpartijen, congressen enz. Zaken die bijdragen tot het democratisch debat.

Academici wijzen er echter op dat de huidige partijfinanciering een tegenovergesteld effect heeft. In plaats van een stimulans voor het democratisch debat, heeft de overvloedige financiering de partijen lui gemaakt.⁴ Buiten de verkiezingsperiodes hebben ze geen enkele stimulans om zich te bekommeren om hun leden of achterban. Voor de meeste partijen staan de lidgelden en giften dan ook nog slechts in voor een marginale fractie van de inkomsten. De partijen "dreigen op die manier waterhoofden te worden, met een sterke centrale partijorganisatie maar zonder wortels in de maatschappij," besluiten twee Leuvense onderzoekers.⁵ De partijfinanciering zou juist een stimulans moeten zijn om de deelname aan het politiek debat aan te wakkeren.

De partijfinanciering is niet transparant

Hoeveel overheidsgeld vloeit er nu exact naar de partijen? Het zou een eenvoudige vraag moeten zijn, maar dat is het niet. Zelfs gespecialiseerde academici kunnen er enkel met de grootste moeite de ware omvang van blootleggen. De partijfinanciering bestaat immers niet alleen uit de dotatie van de Kamer, geregeld in de wet van 4 juli 1989, met een forfaitair en een variabel gedeelte. Met de laatste staatshervorming kreeg de wet van 4 juli 1989 er een koterij bij met bijkomende dotaties

⁴ B. Maddens en J. Noppe, 'Financiële zelfbediening maakt partijen lui', *De Morgen*, 11 september 2004.

⁵ K. Weekers en B. Maddens, *Het geld van de partijen*, Acco, Leuven, 2009, p. 40.

1989 une série de dotations supplémentaires pour les partis représentés au Sénat – comprenant également une partie forfaitaire et une partie variable. En outre, des dotations, des subsides et des subventions aux groupes politiques sont également versés par les parlements des entités fédérées et les conseils provinciaux. Ces montants sont alloués sans base légale et sans réelles possibilités d'exercer un contrôle public. Le chercheur louvaniste Bart Maddens parle de "source de revenus obscure et peu transparente".⁶ (traduction) Le GRECO, le groupe de travail du Conseil de l'Europe contre la corruption, dénonce lui aussi depuis des années le manque de transparence du financement des partis en Belgique.

Le financement des partis: réduit, équitable et démocratique

En raison de l'urgence démocratique de la problématique, nous proposons en premier lieu de réduire de moitié les dotations actuelles des partis et les autres subventions aux partis et aux groupes politiques. La loi de 1989 ne concerne que 32 millions d'euros des 73 millions d'euros qui sont encaissés chaque année par les partis. Nous proposons dès lors de réduire ces montants de moitié à tous les niveaux, y compris les dotations et les subventions provenant des parlements des entités fédérées et des provinces. La réduction de moitié du financement des partis que nous proposons doit en tout cas inciter les partis politiques à chercher des moyens supplémentaires auprès de leurs membres et de leur base.

Ultérieurement, le système devrait être radicalement simplifié et limité en prévoyant un seul et unique régime pour toutes les dotations à tous les niveaux de pouvoir au lieu de l'écran de fumée institutionnel actuel. La simplicité est une condition de la transparence. Ce débat doit être entamé maintenant, mais une réforme générale approfondie, qui réexamine le calcul et la répartition des montants, n'est pas réalisable à court terme dans le contexte politique actuel. Cela reviendrait à accepter un nouveau report. La réduction du financement serait ainsi reportée aux calendes grecques.

C'est pourquoi nous proposons avec cette loi spéciale de procéder, à court terme, à une réduction linéaire de moitié de toutes les formes de financement des partis avec l'argent des contribuables. Le montant du financement est le problème le plus urgent. La présente proposition ramène la dotation totale actuelle de quelque 72 millions d'euros à environ 36 millions d'euros. Ce sera également le montant maximum au-dessus duquel le financement des partis ne pourra pas augmenter à l'avenir, sauf

⁶. Weekers et B. Maddens, *De prijs van de politiek*, Acco, Louvain, 2009, p. 27.

voor partijen vertegenwoordigd in de Senaat – eveneens met een forfaitair en een variabel gedeelte. Daarnaast worden er ook dotaties, subsidies en fractietoelagen uitbetaald vanuit de deelstaatparlementen en provincieraden. Die worden toegekend zonder wettelijke basis en zonder veel mogelijkheden tot publieke controle. De Leuvense onderzoeker Bart Maddens heeft het over een "obscure en weinig transparante inkomstenbron".⁶ Ook de GRECO, de anticorruptiewerkgroep van de Raad van Europa, klaagt al jaren het gebrek aan transparantie aan van de Belgische partijfinanciering.

Partijfinanciering: lager, rechtvaardig en democratisch

Wegens de democratische urgentie van de problematiek stellen wij voor om in eerste instantie de huidige partijdotaties en andere partij- en fractiesubsidies te halveren. De wet van 1989 heeft slechts betrekking op 32 miljoen euro van de 73 miljoen euro die jaarlijks naar de partijkassen vloeien. Wij stellen dan ook voor om te halveren op alle niveaus, inbegrepen de dotaties en de subsidies vanuit de deelstaatparlementen en de provincies. De hier voorgestelde halvering van de partijfinanciering moet voor de politieke partijen alvast een stimulans zijn om bijkomende middelen bij hun leden en achterban te zoeken.

In een later stadium zou het systeem ingrijpend vereenvoudigd en beperkt moeten worden met één enkele regeling voor alle dotaties op alle beleidsniveaus, in plaats van het huidige institutionele rookgordijn. Eenvoud is een voorwaarde van transparantie. Dat debat moet nu aangevat worden maar een ingrijpende, algemene hervorming die de berekening en verdeling herbekijkt is in de huidige politieke context onhaalbaar op korte termijn. Het is tekenen voor verder uitstel. Het schuift de vermindering op de lange baan.

Daarom stellen we voor met deze bijzondere wet om op korte termijn, een rechtlijnige halvering van alle vormen van partijfinanciering met belastinggeld door te voeren. De omvang van de financiering is het dringendste probleem. Dit voorstel vermindert de huidige totale dotatie op van zo'n 72 miljoen naar ongeveer 36 miljoen euro. Dat wordt meteen ook het maximumbedrag waarboven de partijfinanciering in de toekomst, behoudens indexering, niet kan stijgen. Deze wet stelt

⁶ K. Weekers en B. Maddens, *De prijs van de politiek*, Acco, Leuven, 2009, p. 27.

indexation. Cette loi fixe donc également un plafond absolu. Une augmentation du nombre d'électeurs, par exemple en abaissant éventuellement l'âge de vote à 16 ans, n'aura donc plus d'incidence sur le montant des dotations, alors que dans l'ancien système, cela impliquait une augmentation substantielle du montant supplémentaire en fonction du nombre de voix obtenues.

Afin de maintenir la simplicité et la transparence dans l'ensemble complexe des dotations et des subventions aux groupes et des différents niveaux de pouvoir, nous optons pour une loi spéciale qui peut appliquer la réduction de moitié à tous les niveaux de pouvoir. Son principe est la réduction de moitié de toutes les dotations et autres subventions existantes. La part de ces montants entre les niveaux de pouvoir et la répartition entre les différents partis restent explicitement inchangées pour l'instant, de sorte que le débat puisse se concentrer sur la réduction. Dans l'attente de l'indispensable réforme approfondie, les différents niveaux de pouvoir restent chacun compétents pour l'octroi des montants.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article réduit de moitié le montant de l'ensemble des dotations et subventions octroyées actuellement aux partis politiques et instaure un plafond que ces dotations ne pourront pas dépasser à l'avenir, sauf si ce dépassement résulte de l'indexation. Ce plafond sera d'application pour toutes les dotations et subventions octroyées aux partis politiques, à la fois aux niveaux fédéral, régional, communautaire et provincial, y compris les subventions accordées aux groupes politiques.

Le montant maximum que chaque niveau de pouvoir pourra encore octroyer aux partis politiques correspondra à la moitié du montant accordé à ces partis durant l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente loi. Toutefois, aucune modification n'est apportée à la répartition de ces montants entre les différents partis politiques, les différents niveaux de pouvoir restant chacun compétent pour la répartition des montants qu'ils octroient. Ils pourront réduire de moitié, au prorata, les montants octroyés actuellement pour respecter le montant maximum, ou élaborer une nouvelle clé de répartition.

Art. 3

Cet article dispose que la réduction de moitié de la dotation des partis politiques instaurée par l'article 2 sera d'application à compter des dotations accordées pour

dus ook een absoluut plafond in. Een verhoging van het aantal kiezers door, bijvoorbeeld, een eventuele verlaging van de kiesgerechtigde leeftijd naar 16 jaar zal dus geen invloed meer hebben op het bedrag van de dotaties, terwijl zulks in het oude systeem een forse verhoging van het bijkomende bedrag per stem met zich mee zou brengen.

Om de eenvoud en transparantie te bewaren doorheen de wirwar van dotaties en fractiesubsidies en verschillende beleidsniveaus, opteren wij voor een bijzondere wet die de halvering kan toepassen over alle beleidsniveaus heen. Als basis worden eenvoudigweg alle huidige bestaande dotaties en subsidies gehalveerd. Aan de verhouding van die bedragen tussen de beleidsniveaus en aan de verdeling tussen de verschillende partijen wordt voorlopig expliciet niet geraakt, zodat het debat kan focussen op de vermindering. In afwachting van een broodnodige ruimere hervorming blijven de verschillende beleidsniveaus elk bevoegd voor de toekenning van de bedragen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Dit artikel halveert alle bestaande dotaties en subsidies aan politieke partijen en stelt een maximumplafond in waarboven deze dotaties in de toekomst, behalve de indexering, niet kunnen stijgen. Het betreft alle dotaties en subsidies aan politieke partijen, zowel op federaal, Gewestelijk, Gemeenschaps- als op provinciaal niveau, inbegrepen de toelagen aan politieke fracties.

Het maximumbedrag dat elk beleidsniveau nog kan toekennen aan politieke partijen wordt vastgesteld op de helft van het bedrag dat werd toegekend aan de partijen in het laatste jaar voor de inwerkingtreding van deze wet. Aan de verdeling van deze bedragen tussen de verschillende politieke partijen wordt niet geraakt. De verschillende overheden blijven elk bevoegd voor de verdeling van het eigen bedrag. Zij kunnen de huidige bedragen *pro rata* halveren om het maximumbedrag te respecteren, of zij kunnen een nieuwe verdeelsleutel uitwerken.

Art. 3

Dit artikel maakt de door artikel 2 ingevoerde halvering van de partijdotaties van toepassing vanaf de dotaties voor het jaar 2021. Aangezien geen enkele partij op dit

l'année 2021. Aucun parti n'ayant pour l'heure déjà reçu des dotations d'un montant supérieur à ce nouveau montant, cette rétroactivité ne donnera pas lieu à un recouvrement des dotations déjà versées et, partant, ne sera nullement problématique.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)
Thierry WARMOES (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)

moment reeds dotaties heeft ontvangen die het nieuwe bedrag overschrijden, zal deze retroactiviteit niet leiden tot een terugvordering van reeds uitgekeerde dotaties en vormt ze bijgevolg geen probleem.

PROPOSITION DE LOI SPÉCIALE

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Le montant total des dotations et subventions octroyées par l'autorité fédérale, les Régions, les Communautés ou les provinces aux différents partis politiques et à leurs composantes s'élève, pour chaque niveau de pouvoir, au maximum à la moitié du montant total octroyé aux différents partis politiques et à leurs composantes durant l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente loi. Par partis politiques et leurs composantes, il y a lieu d'entendre les partis politiques visés dans la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Art. 3

La présente loi s'applique aux dotations et subventions annuelles à compter de celles qui sont octroyées durant l'année de publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

3 mars 2021

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)
Thierry WARMOES (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)

VOORSTEL VAN BIJZONDERE WET

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De som van alle dotaties en subsidies toegekend door de federale overheid, de Gewesten, de Gemeenschappen of de provincies, aan de verschillende politieke partijen en hun componenten bedraagt voor elke overheid maximaal de helft van de som toegekend aan de verschillende politieke partijen en hun componenten door die overheid in het jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van deze wet. Onder politieke partijen en hun componenten moet worden verstaan deze bedoeld in de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Art. 3

Deze wet is van toepassing op de jaarlijkse dotaties en subsidies vanaf deze voor het jaar waarin deze wet wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

3 maart 2021